INSTITUTIONS & DÉMOCRATIE · FICHE MESURE

Fin de vie politique

Fin de vie politique (médias, partis, lobbies) : qu'est-ce que ça changerait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
500 M€	**0 €**	**0 € par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit 0 € sur 5 ans · neutre pour le solde public

Vecteur juridique : Loi ordinaire + loi organique (financement partis) + révision Arcom + décrets HATVP + saisine CC préventive

Résumé

La démocratie française est minée par trois capitations parallèles : (1) Capitation médiatique par quelques milliardaires (~85 % des médias français contrôlés par 10 familles : Bolloré, Niel, Arnault, Dassault, Bouygues, Drahi, Saadé, Pinault, Pigasse, Lagardère) ; (2) Capitation des partis politiques par les financements opaques et les transformations en machines électorales déconnectées ; (3) Capitation par les lobbies privés via influences sur la fabrique de la loi (registre HATVP peu effectif, ~25 000 lobbyistes actifs en France, 0,1 % réellement contrôlés). Le programme propose 4 axes complémentaires de la mesure « Exemplarité de la sphère politique » et « Mandat citoyen » : (1) Anti-concentration médiatique — un acteur ne peut pas détenir plus de 15 % d'audience cumulée (TV + radio + presse + numérique), audit annuel CSA-Arcom obligatoire ; (2) Audiovisuel public refondé sur le modèle BBC — gouvernance indépendante de l'État, financement par redevance affectée non-budgétaire, rédactions sanctuarisées ; (3) Financement des partis stabilisé — montant indexé sur le PIB, transparence radicale des dons, plafonnement strict des dépenses ; (4) Registre des lobbies obligatoire renforcé — déclaration mensuelle et publique de tous les contacts entre lobbyistes et décideurs publics (parlementaires, ministres, hauts fonctionnaires), sanctions effectives en cas de manquement. Coût net 5 ans : neutre (réorganisations sans dépense supplémentaire).

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~500 M€

- Renforcement Arcom (audits concentration médiatique) : 100 M€
- Renforcement HATVP (lobbies + financement partis) : 200 M€
- Création APFU (coûts de fusion, restructurations) : 150 M€
- Plateformes transparence (registre lobbies, dons partis) : 50 M€

Recettes nouvelles sur 5 ans : ~3 Md€

- **Redevance audiovisuelle ressuscitée** : ~3 Md€/an × 5 ans = 15 Md€ (mais ces 15 Md€ sont affectés directement à l'APFU, donc neutres pour le budget de l'État — l'APFU est sorti du budget).
- **Économie budgétaire** : ~3,8 Md€/an de subvention audiovisuel public qui sortent du budget de l'État (compensent les ~500 M€ de coût brut largement).
- **Recettes nouvelles sanctions HATVP** : ~50 M€ cumulés

Solde net sur 5 ans : ~0 Md€ (mesure budgétairement neutre, voire légèrement positive si on compte la sortie de l'audiovisuel du budget).

Effets indirects majeurs (non chiffrables mais déterminants) :

- **Restauration de la confiance démocratique** : sans cela, tout le programme reste fragile politiquement.
- **Indépendance des médias** : capacité à débattre réellement des politiques publiques.
- **Qualité de la fabrique de la loi** : moins d'amendements parasites.

Calendrier

- **An 1.** Adoption loi cadre. Saisine préventive Conseil constitutionnel sur l'anti-concentration médiatique. Création de l'APFU (loi de fusion). Lancement processus de cession d'actifs pour les groupes >15 % d'audience. Adoption loi organique financement partis (10 ans).
- **An 2.** APFU opérationnel. Redevance audiovisuelle effective (premier prélèvement). Premiers audits Arcom et premières injonctions de cession. Registre HATVP renforcé en service (déclarations mensuelles obligatoires).
- **An 3.** Première année complète de fonctionnement APFU. Premières cessions d'actifs effectives (Vivendi/Canal+, etc.). Bilan d'application financement partis : transparence radicale en place.
- **An 4.** Audit Cour des comptes et Arcom. Évaluation de la pluralité médiatique (RSF, indices indépendants).

- **An 5.** Régime cible : aucun acteur >15 % d'audience cumulée, APFU sanctuarisé, registre lobbies en plein effet. Bilan public complet et confiance politique mesurée (Cevipof).

Indicateurs de succès

- Concentration médiatique : aucun acteur >15 % d'audience cumulée (objectif en an 3).
- Indice mondial liberté de la presse RSF (objectif : 21e → top 10 en 5 ans).
- Budget APFU sanctuarisé hors budget d'État (objectif : 5 Md€/an stabilisés).
- Transparence dons partis (objectif : 100 % publiés en open data en 30 jours).
- Nombre de lobbyistes enregistrés HATVP (objectif : 25 000 → 100 % couvrant les ≥10 contacts/an).
- Sanctions HATVP appliquées (objectif : ≥100 sanctions/an effectives en an 5).
- Confiance politique (Cevipof — objectif : 25 % → 45 % en 5 ans).

Public cible

Directement concernés :

- **10 familles d'actionnaires** des grands groupes médias français (Bolloré, Niel, Arnault, Dassault, Bouygues, Drahi, Saadé, Pinault, Pigasse, Kretinsky) — cessions d'actifs imposées
- **~30 000 employés de l'Audiovisuel Public Français Unifié (APFU)** — fusion et refondation
- **~30 millions de foyers français** — redevance audiovisuelle ressuscitée (100 €/an, exonérations <1,5 SMIC)
- **~30 partis politiques** recevant du financement public — règles stabilisées et transparentes
- **~25 000 lobbyistes actifs en France** — registre HATVP renforcé, déclarations mensuelles
- **~10 000 décideurs publics** — agendas publiés

Bénéficiaires indirects :

- **67 millions de Français** via une démocratie restaurée, des médias plus indépendants, et des lois moins influencées par les intérêts privés
- **Pluralisme** et **liberté de la presse** (RSF objectif : remontée du 21e au top 10 mondial en 5 ans)
- **Renforcement de la confiance politique**

Sources

- Acrimed — Carte de la concentration des médias en France — https://www.acrimed.org
- RSF — Reporters Sans Frontières, Indice mondial liberté de la presse — https://rsf.org
- Sénat — Rapport sur la concentration des médias en France (2022) — https://www.senat.fr
- HATVP — Registre des représentants d'intérêts, bilan annuel — https://www.hatvp.fr
- CNCCFP — Commission Nationale des Comptes de Campagne et des Financements Politiques — https://www.cnccfp.fr
- BBC — Royal Charter et gouvernance indépendante (modèle de référence) — https://www.bbc.com/aboutthebbc
- USA — Lobbying Disclosure Act (1995) et registres trimestriels — https://lobbyingdisclosure.house.gov
- UE — Registre de transparence (Parlement européen + Commission) — https://transparency-register.europa.eu

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/fin-vie-politique-medias-partis-lobbies/ — on y trouve aussi : diagnostic.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.